

# Le bilan économique de 2014 s'affine

Posté le : 6 mars 2015 15:35 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Attitudes, Analyse sectorielle, Histoire économique récente, Economie et politique

A l'automne 2013, après un an et demi de délire tous azimuts, de campagnes d'insultes menées de l'Elysée, de hausses d'impôts délirantes, de mesures coercitives contre "la bourgeoisie honnie" et les vilains entrepreneurs, renards en liberté dans le poulailler socialiste, la politique socialisante de M. Hollande s'était fracassée sur la révolte des "bonnets rouges". Et, toute honte bue, il avait fallu rebrousser chemin. Le changement de politique fut annoncé lors des vœux le 31 décembre 2013 et concrétisé lors d'une conférence de presse psychédélique où un président surpris au lit avec une starlette et qui avait du "virer la légitime pas si légitime" hors du palais présidentiel, sous anesthésique, relooké de frais avec une teinture noir corbeau et des lunettes de notaire, avait expliqué qu'il brisait les tabous socialistes pour se lancer dans une "politique de l'offre" basée sur l'accroissement de la fiscalité des ménages aisés au profit de la trésorerie des entreprises.

Un an plus tard, où en est-on ? Les chiffres sortent les uns après les autres.

Le taux de chômage dépasse les 10% (10.4% selon les derniers chiffres de l'Insee, un record), avec près de 200.000 chômeurs supplémentaires. Alors que les pays les mieux gérés sont redescendus autour de 5%.

Les déficits publics n'ont pas été réduits et au contraire se sont aggravés avec un taux supérieur à 4% (alors qu'il fallait redescendre à 3% en ...2013). L'Allemagne présente des excédents.

La dette atteint les 2.000 milliards d'euros, et les des dépenses publiques 1.000 milliards d'Euros environ, alors que la valeur ajoutée des entreprises de plus de 1 personne du secteur non financier peine à dépasser 1.200 milliards.

Les prélèvements cumulés sur le pays atteignent 90 milliards supplémentaires en cumulés depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir. L'Etat emprunte à peu près cette somme chaque année. Les Français sont donc punis fiscalement ici et maintenant. De plus on aggrave la pression sur les générations futures.

L'immobilier a sombré dans la crise et la construction neuve est à son plus bas depuis des décennies grâce à des lois imbéciles (Pinel et Duflot).

Le revenu par tête a de nouveau baissé.

Le nombre de résidents gagnant moins de 777 euros par mois a encore augmenté.

Qu'a donc fait cette présidence depuis 18 mois ? Rien, sinon des bavardages, de la comm'et des opérations politiciennes.

On a changé le gouvernement. M. Valls a remplacé l'insignifiant M. Ayrault qui n'aura laissé aucune trace. M. Valls, minoritaire dans son parti, est en recherche perpétuelle d'une légitimité qu'il tente de conforter par des éclats politiques et des mouvements de menton. On assiste donc peu après la formation de son premier gouvernement à une première crise qui voit l'exclusion de trois ministres frondeurs. Sans majorité certaine depuis qu'il a perdu l'appui des communistes et de l'extrême gauche, puis des écologistes, puis des frondeurs de son propre parti, il en vient à utiliser le 49.3

honné pour faire passer une loi sans importance mais censée marquer la nouvelle orientation sociale libérale du gouvernement.

Tout le monde a pu voir que cette loi dite "Macron" était d'une pauvreté absolue. Son impact sur la croissance a pu être chiffrée à +0.1%. Un pas dans la bonne direction, certes, mais de type lilliputien. Elle va maintenant servir encore de fond de débat jusqu'à l'été. Dans cette loi la seule mesure représentant une vraie rupture est l'autorisation théorique du transport interurbain en autocar. On verra ce qu'il en restera dans la pratique en 2016 et surtout 2017.

En fait M. Hollande, comme dit le secrétaire du PS, M. Cambadélis, "fait de la politique".

Le canevas initial était d'assommer d'impôts les Français, surtout aisés, et de les priver le plus possible des prestations publiques, pour se débarrasser de la pression de Bruxelles, puis de lâcher la bride dans la seconde partie du quinquennat afin de se représenter, aidé par des "achats de votes" massifs, le tout enveloppé dans un brouillard "sociétaliste" et "républicain", censé mettre dans la poche du président toutes les associations et "pacifier" la société.

Le fiasco est total.

La société est tellement apaisée qu'elle a choisi de faire du FN le parti majoritaire (les intentions de vote pour les prochaines élections évoquent le fait qu'un tiers des électeurs voteraient Le Pen, un taux historique), remettant radicalement en question un multiculturalisme fondé sur le dénigrement national permanent et les revendications communautaristes qui la choquent dans ses profondeurs. Le PS a perdu la classe ouvrière. Parmi les candidats aux prochaines élections dites départementales il n'y a pas un seul ouvrier sur les listes d'un parti qui était naguère la section française de l'internationale ouvrière. Il faut dire qu'en France végètent des millions de personnes au dessous d'un revenu mensuel de 1000 Euros et que l'emploi ouvrier disparaît.

L'Europe et tellement apaisée par les enfumages successifs de l'ancien député de la Corrèze, qu'elle somme la France d'agir enfin par des mesures de réduction de la géométrie de l'Etat obèse et inefficace qui écrase le pays et l'empêche de se redresser. Les pertes gigantesques d'Areva, près de 5 milliards tout de même, soulignent un peu plus la déréliction des sociétés nationales, EDF faisant payer ses retraites abusives aux salariés du secteur privé, la SNCF sombrant dans le n'importe quoi, les organismes de transports publics régionaux étant des gouffres insondables pour des prestations dont l'intérêt n'est jamais évalué. Pour les Ministères, c'est encore pire. L'Education Nationale est en détresse aggravée. La Santé est un secteur en voie de dégringolade programmée. La justice est sinistrée depuis tellement longtemps qu'on ne voit même plus l'ampleur de la casse. La police est en plein désarroi et on tire à la Kalachnikov à Marseille quand le premier ministre y apparaît. L'armée, est trop sollicitée et fait de son mieux avec pratiquement des bouts de ficelles. Ne parlons plus de l'enseignement !

On ne s'indigne même pas que le Conseil de l'Europe s'occupe des fessées aux bambins, pendant que la Russie annexe une partie de l'Ukraine dans des conditions abjectes de guerre civile. Et on se gaussait des idiots qui débattaient du sexe des anges pendant que les barbares étaient à leurs portes !

La position de la France en Europe a été réduite à une portion plus que congrue. Elle est marginalisée dans toutes ses institutions et ne pèsent plus, sauf lorsqu'on peut embarquer avec elle Mme Merkel. .

La défense de la culture française est partout battue en brèche dans le monde. La France elle-même cesse de défendre en interne sa langue et sa culture.

Peut-on simplement imaginer un désastre pire ?

Qui aurait simplement osé croire qu'on en serait là au début 2015 ? Sur la seule lancée des mesures

fiscales prises 'ici aux élections présidentielles c'est à nouveau 90 à 100 milliards d'Euros qui vont être prélevés de force sur la nation par ce pouvoir dénaturé. On attend 200 à 300.000 chômeurs de plus. La dette dépassera les 10% du PIB. Aucune réforme structurelle réelle n'est même envisagée.

Pendant ce temps là un président responsable de ce désastre pavoise et pérore, tout heureux d'être là où il est et où il n'aurait jamais du être, requinqué par des attentats qu'il n'a pas su éviter, triomphant sur les ruines fumantes de l'économie du pays et tremblant d'espérance que la croissance des pays courageux et non conduits par des guignols, le sortira d'affaire et lui permettra de retenter sa chance aux élections présidentielles. Il chante "la reprise est là" comme il l'a fait tous les ans depuis son élections. Il est vrai qu'elle est là : chez les autres !

Est-ce que les Français savent simplement l'effort qu'il faudra faire pour sortir de ce drame ? Auront-ils compris ce que coûtent l'élection de démagogues, incapables, impréparés et nocifs ? Ou choisiront-ils la surenchère dans ce domaine, avec le Front National ?

Une fois de plus, des erreurs économiques majeures, et on connaît le triptyque que nous dénonçons comme responsable de la crise qui nous frappe, n'ont servi qu'à provoquer des secousses politiques aggravantes, en donnant leur chance à des politiques démagogiques, égotistes et finalement parfaitement stupides.

Les leçons de l'histoire ne sont jamais retenues.

En attendant les Français vont se venger aux prochaines élections départementales.

Nous avons dits que l'année 2015 serait constamment dans un aller et retour entre ressentiments et signaux optimistes.

Les attentats, l'élection de Syriza et bientôt le triomphe électoral du FN , devenu premier parti de France, marquent les effets du ressentiment.

Les signes que le monde est entré dans les deux années de croissance accélérée de fin de cycle se multiplient. Mais la reprise est faible et déséquilibrée dans le monde, encore plus faible dans la zone Euro et inexistante pour le moment en France. Le vent ne suffit pas à faire avancer le bateau, et encore moins dans la bonne direction. Il faut des voiles. On a cassé le mat et affalé les voiles en France. Le courant peut nous propulser et nous donner l'impression d'avancer, justifiant de rien faire d'autres que des gestes électoralistes.

Le retour de bâton sera d'autant plus fort lorsque la crise décennale frappera, même si ce sera la variante "faible" qui s'annonce. Rappelons que la reprise qui a suivi 1968 a sombré dans la crise de 73-74 ; celle de la fin des années 80 dans les affres du programme commun, celle de la fin des années 80 dans la crise de 92-93, celle de la fin du siècle dans la crise de 2001-2002, celle des années 2005-2007 dans la crise en cours. La dernière phase de reprise avait connu des taux de croissance ridicules en France.

Ce n'est pas parce que le cycle a une phase haute qu'il ne faut pas réformer le système monétaire international, la gestion de la zone Euro et la folie démagogique française.

Nous le disions en 1999, à ceux qui pensaient que le monde avait trouvé le chemin d'une croissance perpétuelle, que l'Euro était une promesse d'un avenir heureux et que la France jospinienne avait été dirigée par une "dream team".

Seize ans après nous sommes obligés de le répéter à ceux qui pensent que l'organisation monétaire et financière mondiale est juste parfaite, maintenant que la crise "d'exubérance" est surmontée, que la BCE ne peut être l'organe de pilotage exclusif de la zone Euro, et qu'il suffit de rien faire en France pour que les problèmes se règlent par magie.

Décidément certaines leçons fondamentales ne seront jamais tirées !

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile